

Nouveaux enseignants : pourquoi St-Étienne perd un centre de formation

Éducation. À la prochaine rentrée, l'école maternelle Gounod ne sera plus une école de formation. Son directeur, Yves Scanu, dénonce, dans une lettre ouverte au directeur d'académie, « une décision injuste et grotesque ».

« Plus de 1 500 signatures à notre pétition de soutien n'y ont rien fait. Ce n'est que sous la menace d'entamer une grève de la faim que j'ai pu obtenir une audience auprès de l'inspecteur de l'Éducation nationale adjoint ! ». Yves Scanu, directeur de l'école Gounod à Saint-Étienne, est en colère. Il en explique les raisons dans une lettre ouverte au directeur académique de la Loire.

Au cœur du problème, l'école maternelle Gounod. « L'établissement était jusqu'à cette année une école de formation. Ses enseignants, titulaires d'un diplôme de formateurs, pouvaient intervenir dans la formation initiale et continue des enseignants ». Il y aurait dans la Loire entre trente-cinq et quarante formateurs, jusque-là

répartis sur cinq écoles de formation du département. Jean-Paul Vignoud, directeur académique, a choisi de supprimer un site à la rentrée : l'école maternelle Gounod. Yves Scanu accuse.

« Le pire ? On manque de formateurs ! »

« Cette décision s'appuie sur des arguments budgétaires et organisationnels fort discutables, alors que nous disposons d'un certain nombre d'atouts : unique école du département située en zone d'éducation prioritaire (où les jeunes enseignants sont souvent nommés), énorme investissement pédagogique... ». Pour le directeur contestataire, les choses sont claires. « L'école maternelle Gounod



Photo Claude Essertel

est une école militante, tant sur le plan pédagogique que sur le plan revendicatif. Ici, exercent deux enseignants désobéisseurs, un directeur d'école qui n'accepte pas de renseigner le fichier base élèves. Est-ce le fait d'avoir refusé d'appliquer les pro-

grammes de 2008 (que le nouveau gouvernement va d'ailleurs refonder) qui nous porte aujourd'hui préjudice ? Devons-nous en conclure que les motifs de notre éviction de la formation sont ailleurs ? ». Bref, s'agirait-il d'une sanction déguisée ?

Quoi qu'il en soit, la fermeture de l'école de formation Gounod apparaît aux yeux d'Yves Scanu comme « injuste. Malgré de multiples démarches et tentatives de dialogue avec notre administration, nous n'avons pu obtenir aucune écoute ».

L'enseignant va même plus loin. « Nous apprenons que, après nous avoir enlevé notre fonction de formateurs, le directeur académique cherche à nouveau des

Une « sanction déguisée » ?

Selon son directeur, « l'école maternelle Gounod est une école militante, tant sur le plan pédagogique que sur le plan revendicatif ». D'où son éviction de la formation ?

formateurs car il ne possède pas aujourd'hui l'effectif suffisant pour faire face à la charge formation pour la prochaine rentrée. Les quatre autres écoles de formation du département n'ont pas fait le plein de maîtres formateurs, et le directeur académique semble refuser de faire à nouveau appel aux deux équipes des écoles maternelle et élémentaire Gounod. La situation est grotesque ! ». ■

Marie Perrin

QUESTIONS A JEAN-PAUL VIGNOUD

Directeur académique de la Loire

« Je veux équilibrer les formateurs sur l'ensemble du territoire ligérien »

Une évolution des maîtres formateurs est engagée depuis deux ans ?

Nous nous sommes rendus compte que les deux tiers des formateurs étaient réunis sur Saint-Étienne. Soit une forte concentration stéphanoise, alors que des gens sont à former dans tout le département !

Leur mission a évolué ?

Ils doivent assurer un triptyque de missions : suivi des étudiants, accompagnement et tutorat des professeurs stagiaires, accompagnement des écoles dans le cadre de l'adaptation des pratiques.

Comment avez-vous procédé ?

Ma volonté est d'équilibrer les formateurs sur l'ensemble du territoire ligérien, sachant que nous avons à offrir des stages de formation, de pratique accompagnée et de res-

ponsabilité. Nous avons multiplié les maîtres d'accueil temporaires. Cela concerne une centaine de personnes, y compris le milieu rural, l'éducation prioritaire, les classes à plusieurs niveaux.

Qu'en est-il du nombre de stagiaires ?

Ils étaient encore 80 à 100 à une époque. Mais depuis deux ans, nous recensons une quarantaine de stagiaires. Immanquablement, il y a évolution du système de formation !

Comment avez-vous sélectionné les écoles de formation ?

Plusieurs critères entrent en jeu : l'ancienneté de l'école, notre nécessaire développement sur Roanne. Et le pilotage, pour chacun des quatre pôles de formation de la Loire (deux à Saint-Étienne, un à Montbrison, un à

Roanne), par un directeur unique.

Photo Y. Flammin

Nous avons cherché à stabiliser les postes de maîtres formateurs sur ces pôles. Il est vrai que certains ne sont pas encore pourvus.

Et comment sont « choisis » les formateurs ?

Je travaille sur les compétences nécessaires à la formation et non sur des personnes. Nous avons un certain nombre d'exigences au niveau des maîtres formateurs, nous sommes dans une logique d'exemplarité, y compris dans le respect des obligations réglementaires.

Y a-t-il eu « sanction » contre des enseignants désobéisseurs ?

Le débat n'est pas à ce niveau. Je travaille sur des besoins en compétence. ■

Recueilli par M.P.

600 étudiants à l'IUFM

L'IUFM (institut universitaire de formation des maîtres) de Saint-Étienne accueille 600 étudiants, dont 250 à plein-temps.

« Nous gérons, explique Frédéric Aubert, coordinateur pédagogique et adjoint au responsable de site, un master des métiers de l'enseignement scolaire, de la formation et de la culture. Celui-ci accueille 120 étudiants en première année et 130 en seconde année ».

L'IUFM gère également « des DU (diplômes universitaires). Une centaine d'étudiants sont inscrits. Ils sont déjà titulaires

du master 2 et préparent leurs concours chez nous.

Enfin, nos effectifs comprennent 250 étudiants dans les métiers de l'enseignement du second degré ».

Les menaces de fermeture ayant affecté au printemps le site de Saint-Étienne ? « C'est oublié ! Plusieurs changements de présidence ont eu lieu dans les universités (l'IUFM de Saint-Étienne dépend de l'université Claude-Bernard Lyon 1, N.D.L.R.), notre dossier a été reconsidéré. Et puis la dimension politique nationale a changé ! ».